

TV ~~EX~~ - AD

Washington ^{IVC}
East
Bloc
4502/PI/63-F
Orig. : D

N° 61

avril 1963

(S. P. D. Baum)

Library Copy

FAITS ET ARGUMENTS

LES COMMUNISTES ET LA C.E.E.

Depuis des mois, la C.E.E. joue un rôle important non seulement dans les discussions qui se déroulent à l'Ouest, mais également dans les spéculations politiques auxquelles se livre le bloc oriental. L'évolution de l'intégration européenne a durement touché un certain nombre de dogmes communistes fondamentaux. Se référant aux revers subis par la C.E.E. du fait de l'attitude du Général de Gaulle, les communistes s'efforcent de sauver leurs anciennes positions.

Cet intéressant groupe de problèmes, sur lequel porteront de plus en plus les débats politiques au cours des mois et années à venir, est éclairé par les faits suivants :

L'évolution de l'intégration européenne, qui est liée au nom de la C.E.E., a placé les communistes de tous les pays devant des décisions difficiles. Ils ont affirmé des années durant qu'une telle intégration était "impossible" ou, au cas où elle se ferait tout de même, ne pourrait être que "réactionnaire"; et maintenant la C.E.E. est devenue une réalité, une organisation d'une vitalité extraordinaire, qui dans de nombreux secteurs fait progresser en particulier les pays européens en retard dans leur développement économique, comme par exemple, l'Italie. Lorsque Khrouchtchev s'est rendu compte de l'expansion de la C.E.E., il a déclaré tout d'abord qu'elle était un "épouvantail"; il l'a qualifiée, plus tard, d'"union contre nature". En fin de compte, cet "épouvantail" l'a incité à convoquer la plus grande conférence d'experts économiques communistes depuis des dizaines d'années, qui a attesté que cet "épouvantail" s'est révélé comme une "réalité" avec laquelle il fallait compter.

.../...

Les prophètes communistes ont encore moins bien réussi dans le domaine social. Récemment encore, la théorie "de la paupérisation absolue du prolétariat" constituait l'un des articles de foi du programme du parti communiste. Les faits réels s'opposant de plus en plus à cette théorie, le nouveau programme du parti communiste de l'Union soviétique a donné à ce dogme une formulation plus souple en déclarant désormais que :

"De leur côté, les crises et les périodes de stagnation industrielle ruinent encore davantage les petits producteurs, placent le travail salarié dans une dépendance encore plus étroite par rapport au capital et accélèrent la détérioration relative et parfois (!) même absolue de la situation de la classe ouvrière".

Alors qu'il n'y avait plus de crises ou que leur virulence était pour le moins considérablement réduite, ce programme continuait encore à affirmer que :

"... La classe ouvrière souffre constamment du chômage massif et vit dans la peur du lendemain. Malgré certains succès obtenus par la classe ouvrière dans les luttes économiques, sa situation dans le monde capitaliste ne fait qu'empirer".

Mais là aussi les faits réels démontrent le contraire : sur le territoire de la C.E.E., le "chômage massif" a presque entièrement disparu. En dehors de la C.E.E., il existe encore aux Etats-Unis; il a fait récemment sa réapparition en Angleterre, tandis que "la situation de la classe ouvrière dans le monde capitaliste", considérée dans son ensemble, loin d'empirer, s'est au contraire améliorée.

A la suite de cette faillite des théories communistes, une organisation qui 10 ans après sa fondation menait une existence précaire de "belle au bois dormant" a vu d'un seul coup son importance s'accroître de façon démesurée et a été appelée à jouer contre la C.E.E. le rôle de croquemitaine : il s'agit du Conseil d'assistance économique mutuelle, connu à l'Ouest sous le nom de Comecon. Mais il est apparu que l'efficacité de cette organisation - du moins dans l'immédiat - a entraîné une confusion encore plus grande dans la planification, en tout cas une diminution des taux d'accroissement annuels du bloc oriental, opposé jusqu'ici aux pays de l'Ouest. Au dilemme théorique est venu s'ajouter

par conséquent un dilemme pratique : l'écart vis-à-vis de l'expansion économique de l'Occident - notamment de la C.E.E. - n'a pas été réduit, mais s'est au contraire agrandi, d'autant plus que les planificateurs communistes portent toujours certains pourcentages démontrant officiellement l'"accomplissement et le dépassement" des plans au compte des diminutions postérieures tenues secrètes, des chiffres du plan.

Cette situation paraît de nature à donner une image cohérente de l'attitude des communistes à l'égard de la C.E.E. et de l'intégration.

QU'EST-CE QUE L'INTEGRATION ?

Le mot intégration appartient au vocabulaire mathématique. Le sociologue britannique Herbert Spencer l'a appliqué à la sociologie où il signifie la réunion des éléments séparés. De même le mot est appliqué maintenant à la fusion des Etats de l'Europe occidentale - France, Italie, république fédérale d'Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg, en une Communauté économique européenne.

MARX ET LENINE A PROPOS DE L'INTEGRATION

Marx et Engels avaient déjà affirmé que l'internationalisation de l'économie, l'obligation absolue de conquérir de nouveaux marchés, sont inhérents au capitalisme. Le "manifeste communiste" dit à ce sujet :

"La nécessité d'assurer des débouchés toujours plus vastes à ses produits pourchasse la bourgeoisie sur toute la surface du globe ... En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné à la production et à la consommation de tous les pays une structure cosmopolite ... Aux anciennes tendances locales et nationales, à l'autarcie et à l'hermétisme se sont substitués les échanges multilatéraux et la dépendance générale entre les nations".

Dans son ouvrage "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Lénine a complété cet exposé par la description de la domination des monopoles nationaux et internationaux, caractéristique selon lui de la période suivant le tournant du siècle. On se demandait déjà à ce moment-là si une expansion ultérieure de l'économie capitaliste était possible au-delà de cette période. Dans son livre intitulé "L'accumulation du capital", Rosa Luxembourg a développé la théorie selon laquelle le capitalisme, lorsqu'il aura accaparé tous les débouchés mondiaux et ne pourra

.../...

plus en conquérir de nouveaux, devra automatiquement disparaître. Elle ajoutait, il est vrai, qu'il serait éliminé "bien avant", grâce à la résistance de la classe ouvrière. Etant donné qu'elle avait prévu à cet égard une date relativement proche, tout processus d'intégration des Etats capitalistes avait pour elle peu de probabilité et ne pouvait en tout cas être durable. Lénine est allé encore plus loin. Lorsqu'après la déclaration de la première guerre mondiale, les milieux pacifistes et socialistes discutèrent du "mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe", il publia en 1915 un article sous ce titre, où il écrivait non sans ambiguïté :

"Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde entre les puissances colonialistes, "progressistes" et civilisées", les Etats-Unis d'Europe sont, dans un contexte capitaliste, impossibles ou réactionnaires".

Par ailleurs, il a décrit les tâches qui incomberaient à une telle organisation si elle était mise sur pied :

"Certes, des accords temporaires entre capitalistes et entre puissances sont possibles. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe, en tant qu'entente entre capitalistes européens, sont également possibles ... Dans quel but se ferait cet accord ? Uniquement pour opprimer, en commun, le socialisme en Europe, pour défendre en commun, contre le Japon et l'Amérique, les colonies spoliées..."

Dans son livre "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", qui a été écrit pendant la première guerre mondiale, Lénine est allé encore plus loin. Pour lui, "les alliances pacifiques" entre "Etats impérialistes... n'étaient que des pauses entre deux guerres permettant à ces Etats de respirer"; autrement dit, le moyen approprié et nécessaire pour préparer une guerre nouvelle lorsqu'une guerre est terminée. Dans son ouvrage cité plus haut, il dit :

"De ce fait, les alliances inter-impérialistes et ultra-impérialistes ne sont nécessairement, dans la réalité capitaliste, que des pauses permettant de souffler entre les guerres, quelle que soit la forme que revêtent ces alliances, qu'elles soient conclues sous forme de coalition impérialiste contre une autre coalition impérialiste, ou sous forme d'alliance générale de toutes les puissances impérialistes. Les alliances pacifiques préparent des guerres et sont engendrées à leur tour par des guerres; elles

se conditionnent mutuellement, donnent naissance à une alternance des formes de lutte pacifique et non pacifique sur un seul et même terrain de relations impérialistes, et des rapports réciproques entre l'économie et la politique mondiales".

Dans leur lutte contre le "révisionnisme" de Khrouchtchev, les communistes chinois se réfèrent non sans raison à cette citation, pour affirmer que selon Lénine les guerres étaient inévitables aussi longtemps que ces formes de "lutte pacifique et non pacifique" sont encore possibles.

Sous le signe de la nouvelle thèse Khrouchtchevienne selon laquelle la création de ce qu'on appelle le "camp de la paix" permet de prévenir les guerres, le nouveau programme P.C.U.S. a privé cette doctrine de son venin. Dans les considérations relatives à la C.E.E., qui d'après Lénine aurait dû être "impossible", le programme du P.C.U.S. dit maintenant :

"Les organisations internationales des monopoles d'Etat, qui se sont constituées sous le mot d'ordre de "l'intégration", de l'atténuation des problèmes de marché, représentent en réalité des formes nouvelles de partage du marché capitaliste mondial et deviendront des foyers de frictions et de conflits graves".

Ainsi, on admet la possibilité de formations telles que la C.E.E. en renonçant à leur attribuer la fonction d'instruments servant à la préparation de nouvelles guerres. Mais l'on souligne en même temps qu'il ne s'agit que de "formes nouvelles de partage du marché capitaliste mondial", et non, par conséquent, d'un processus d'intégration proprement dit, ayant des conséquences considérables sur le plan économique, politique et social.

Néanmoins, c'est précisément dans ce programme que l'on peut déjà trouver le premier signe d'un changement dans l'attitude des communistes à l'égard de la C.E.E. Alors que jusqu'ici le capitalisme dans sa "dernière" période n'était aux yeux de chaque Léniniste qu'un "capitalisme expirant en voie de putréfaction", le programme du P.C.U.S. déclare subitement :

"Décomposition n'est cependant pas synonyme de stagnation complète, de paralysie des forces productives; elle n'exclut pas que l'économie capitaliste puisse croître au cours de certaines périodes et dans certains pays".

.../...

NOTIONS NOUVELLES

L'adoption de ce programme au XXIIème congrès du P.C.U.S. a été précédée d'une discussion organisée au début de l'année 1959 par "l'Institut de l'économie mondiale et des rapports internationaux" de Moscou. L'économiste soviétique A. KIRSANOV a déclaré, dans son discours de clôture, que l'Union soviétique et le Comecon devaient tenir compte du fait que le Marché commun avait commencé à fonctionner. Ce serait une erreur de supposer que toutes les formes d'intégration de l'Europe occidentale sont vouées à l'échec; le point de vue selon lequel le Marché commun ne peut entraîner un accroissement substantiel de la production capitaliste est erroné, etc... etc...

Trois ans plus tard, la revue soviétique "Economie mondiale et rapports internationaux" publiait un article de 28 pages de Lénine, qui aboutissait tout net à la constatation suivante :

"L'intégration européenne, est une réalité économique avec laquelle il faut compter".

Cet article préluait à une conférence d'économistes communistes du monde entier, tenue à Moscou du 27 août au 3 septembre 1962 et qui s'est occupée exclusivement de la position des communistes à l'égard du Marché commun. Elle s'est terminée par l'adoption de 32 thèses sur lesquelles porteront maintenant nos considérations. D'après le volumineux rapport publié sur cette session par la revue communiste "Problèmes de la paix et du socialisme", la conférence a constaté que "le processus de l'"intégration" économique actuellement en cours dans les pays de l'Europe occidentale ... constitue sans contredit l'événement le plus important dans l'économie du capitalisme au cours des dernières années". Le communiste belge P. Joye soulignait :

"Le Marché commun est une réalité avec laquelle nous devons compter et même dans une certaine mesure une réalité que l'on ne peut abolir".

Fait caractéristique, ce sont les représentants des partis communistes de l'Europe occidentale qui sont allés le plus loin dans la description de l'importance et des résultats de la C.E.E. C'est qu'ils avaient sous les yeux, notamment en Italie et en France, les succès de la C.E.E.; devant l'absorption de millions de chômeurs permanents en Italie, ils ne pouvaient servir à leurs partisans les théories sur "l'accroissement du chômage de masse" provoqué par la C.E.E.; ils devaient, s'ils ne voulaient

.../...

pas perdre leur influence sur les travailleurs syndiqués, adapter au plus vite leur organisation, notamment celle des syndicats, en fonction de l'insertion de larges couches de chômeurs dans le circuit de production des pays intégrés. Aussi les communistes italiens avaient-ils élaboré pour la conférence de Moscou un memorandum dans lequel il est dit :

"La C.E.E. montre une vitalité remarquable, elle a créé des situations objectives que l'on ne pourra supprimer sans conséquences lourdes de portée. La C.E.E. a été engendrée par des nécessités réelles, dues au développement des forces productives".

Ainsi, le cycle est achevé. Ce qui autrefois semblait "impossible" à Lénine, l'organisation dont Khrouchtchev disait encore au milieu de 1962 :

"L'arbre se dessèchera avant de porter de vrais bourgeons", apparaît désormais comme une "réalité que l'on ne peut plus abolir", comme une organisation d'une "vitalité remarquable", l'événement le plus important dans l'économie du capitalisme au cours des dernières années".

Malgré cette reconnaissance des réalités, les attaques communistes contre la C.E.E. se sont plutôt accrues qu'affaiblies. Nous allons passer maintenant à l'examen des arguments avancés du côté communiste.

"LE CAPITALISME ENTRAVE LE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES MODERNES"

"Le capitalisme est en proie, de la base au sommet, à un processus de désagrégation inéluctable qui s'étend à son ordre économique et à l'organisation de l'Etat, à sa politique et à son idéologie ... L'instabilité interne et la pourriture de l'économie capitaliste s'accroissent, comme le montre le fait que le capitalisme est de moins en moins apte à utiliser pleinement les forces productives, (ralentissement du rythme d'accroissement de la production, crises périodiques, utilisation insuffisante des capacités de production, chômage chronique)..."

"Le capitalisme dans son ensemble freine de plus en plus le développement des forces productives modernes ... Par rapport au développement plus rapide des possibilités de production, on constate un rétrécissement relatif du marché capitaliste mondial".

(Extrait du programme du P.C.U.S.).

Nous ne sommes pas des défenseurs de l'exploitation; nous ne songeons pas non plus à excuser les entraves au développement de la production souvent provoquées par les monopoles. Mais on ne peut faire de politique que

.../...

si l'on reconnaît les faits et les estime à leur juste valeur. Ces faits démontrent que l'économie occidentale, après avoir surmonté les suites de la guerre, a développé les forces productives dans une mesure qui n'aurait guère été concevable auparavant. Les pays adhérant à la C.E.E. ont joué à cet égard un rôle prédominant, un rôle décisif. Depuis que le processus d'intégration a réellement commencé, ils ont développé leur économie plus rapidement que ne l'ont fait leurs voisins et ont davantage élargi leurs débouchés à l'intérieur et à l'extérieur du Marché commun que ne l'ont fait les pays du bloc oriental ou même les Etats-Unis; ils ont pu préserver leur économie de crises réelles et ont perfectionné d'une façon remarquable leur appareil technique de production.

Le tableau suivant donne des indications sur les développements respectifs de la C.E.E., des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

C.E.E.	1953	1955	1960
Indice de la production industrielle	68	84	121
Importations globales en millions de dollars	14.918	19.209	29.573
Exportations globales en millions de dollars	14.095	18.355	29.729
ETATS-UNIS			
Indice de la production industrielle	99	105	118
Importations globales en millions de dollars	10.874	11.457	14.649
Exportations globales en millions de dollars	15.747	15.547	20.519
UNION SOVIETIQUE			
Indice de la production industrielle	59	75	122
Importations globales en millions de dollars	2.769	3.061	5.630
Exportations globales en millions de dollars	2.948	3.469	5.563

Etant donné que le commerce extérieur de la C.E.E. a encore augmenté en 1961 de 8,6 % pour passer à 64,5 milliards de dollars et que des chiffres analogues sont disponibles pour le premier semestre 1962, on peut dire avec certitude que la production industrielle des pays de la C.E.E. a doublé

.../...

au cours des dix dernières années.

Par conséquent, l'affirmation contenue dans le programme du P.C.U.S. selon laquelle "le capitalisme dans son ensemble freine de plus en plus le développement des forces productives modernes" est erronée. Elle est également en contradiction avec les thèses adoptées au cours de la conférence qui s'est tenue à Moscou en août-septembre 1962. Il y est dit :

L'accélération du progrès technique, l'implantation des méthodes de production en série, de l'automation, exigent un énorme élargissement des débouchés, accentuent la tendance à l'internationalisation de la vie économique, contribuent au développement de la spécialisation internationale de la production".

Or, ces thèses affirment également que si le rythme d'accroissement de la production industrielle des pays de la C.E.E. a été de "1,5 à 2 fois plus rapide que celui de l'ensemble du monde capitaliste", ce fait ne peut être attribué à la création du Marché commun. "Ce n'est pas le Marché commun qui est à la base de l'accroissement de la production industrielle de l'Europe occidentale dans les années d'après-guerre", mais le fait que "ces pays avaient pu utiliser, du fait de salaires ouvriers relativement bas ... de fortes accumulations". Cet argument ne ferait cependant que reporter de la C.E.E. sur ses Etats membres la paternité de l'extraordinaire essor des pays de l'Europe occidentale durant les années d'après-guerre, ce qui équivaldrait aux yeux des communistes à reconnaître la capacité de régénération des "Etats capitalistes". Pour les communistes, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Il n'en est pas moins vrai que malgré les investissements de capitaux américains, l'essor constant de pays tels que l'Italie et la France n'a commencé qu'avec l'entrée en vigueur des dispositions du Marché commun.

"CET ARBRE SERA DESSECHE ..."

"L'arbre sera desséché avant de porter de vrais bourgeons"
(Khrouchtchev sur la C.E.E.)

"Le rythme du développement économique des Six, plus rapide que le rythme américain, a accru la part prise par ces pays dans la production capitaliste mondiale dans le commerce international et les réserves-or. On a vu s'ébaucher, pour la première fois dans l'après-guerre, l'éventualité de la création d'un "centre de force" impérialiste ouest-européen, qui égalerait ou approcherait les Etats-Unis par les ressources humaines et matérielles, par le volume de la production industrielle et le commerce extérieur".

(Extrait des thèses de la conférence de Moscou 1962).

Les deux citations datent de l'année 1962. Leur contradiction met en lumière l'impasse dans laquelle se sont fourvoyés les communistes par leurs prophéties hâtives. La production industrielle dans les pays de la C.E.E. a

.../...

effectivement doublé depuis 1953. La C.E.E. est aujourd'hui le plus grand partenaire commercial sur le marché mondial. Si l'on compare le développement des Etats membres de la C.E.E. avec celui de la Grande-Bretagne, qui n'a pas encore adhéré à la C.E.E., on constate que le produit national dans les Etats membres de la C.E.E. a augmenté de 1950 à 1960 de 4,6 % par an et en Grande-Bretagne, de 2 % seulement.

"LE CHOMAGE AUGMENTE, LE STANDARD DE VIE DIMINUE"

"L'automation capitaliste prive les travailleurs de leur pain; le chômage augmente".

"Les capacités de production restent inutilisées en majeure partie, tandis que des millions de chômeurs attendent aux portes des entreprises".

"La classe ouvrière souffre constamment d'un chômage massif et vit dans la peur du lendemain".

(Extrait du programme P.C.U.S.).

Il est intéressant d'observer qu'aucune des 32 thèses de la conférence de Moscou ne mentionne "le chômage de masse" qui ne ferait que s'accroître. Les faits réels parlent un langage trop précis. Dans les pays de la C.E.E., le nombre de personnes actives s'est accru de 1950 à 1960 de 3,3 millions pour passer à 24,9 millions. Comme le nombre des personnes occupées dans l'agriculture est descendu de 19 à 15 millions au cours de la même période, le nombre de personnes occupées dans l'industrie, l'artisanat et le commerce a augmenté en fait de beaucoup plus que 3,3 millions. L'"automation capitaliste" n'y a rien changé. Et si l'on songe qu'en République fédérale, en France, en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, il n'existe plus, depuis l'institution de la C.E.E., de chômage notable et que les chômeurs des autres pays, tels que l'Italie, la Grèce et l'Espagne sont de plus en plus absorbés par les pays de la C.E.E., on est en droit d'affirmer, du moins en ce qui concerne les pays de la C.E.E., que l'assertion selon laquelle "la classe ouvrière souffre constamment d'un chômage massif" est tout simplement fausse.

"LE STANDARD DE VIE DIMINUE"

"Les salaires ne peuvent couvrir les besoins matériels, culturels et autres du travailleur et de sa famille qui augmentent au fur et à mesure de l'évolution de la C.E.E."

"En s'efforçant de s'assurer les positions les plus avantageuses au sein du Marché commun, les monopoles prennent des mesures pour réduire les dépenses

afférentes aux salaires et aux prestations sociales et intensifient partout le travail des ouvriers ... Les monopoles tentent de niveler les salaires et les prestations sociales au niveau le plus bas et de les bloquer".

"Dans les conditions de l'accroissement de la production industrielle, la classe ouvrière de plusieurs pays, au prix d'une lutte acharnée, a pu obtenir des augmentations de salaire. Dans cette situation, l'opposition à l'augmentation des salaires est proclamée principe majeur de la politique gouvernementale des pays du Marché commun".

(Extrait des thèses de la conférence de Moscou).

Lénine a fait encore observer qu'une "uniformisation des salaires" s'effectuerait dans le cadre de la C.E.E. "A quel niveau - le plus élevé ou le plus bas ? Les monopoles exigent que ce soit au niveau le plus bas".

Un coup d'oeil sur l'évolution des salaires dans tous les pays de la C.E.E. montre que ces affirmations sont fausses. Elles sont d'ailleurs réfutées par la dernière citation faite plus haut. Dans tous les Etats membres de la C.E.E., l'indice des salaires horaires bruts a progressé beaucoup plus que l'indice des prix à la consommation. Les salaires réels ont par conséquent augmenté. De 1958 à 1961, l'indice des salaires réels dans la C.E.E. a progressé de 15 %. En outre, un certain nombre d'améliorations importantes ont été apportées sur le plan de la politique sociale dans les pays de la C.E.E. Il est certes exact que dans le cadre de la C.E.E. les entrepreneurs essaient aussi de stabiliser les salaires au "niveau le plus bas". Mais en fait, depuis la création de la C.E.E., les salaires réels en république fédérale d'Allemagne ont rejoint les salaires plus élevés qui étaient payés en Grande-Bretagne, et les salaires plus bas pratiqués en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas se rapprochent lentement des salaires plus élevés de la République fédérale. C'est là le résultat de la bonne conjoncture soutenue par la C.E.E., aussi bien que de la lutte syndicale. Il est exact que pendant la même période la situation des classes possédantes s'est améliorée plus rapidement que celle des ouvriers. Mais il n'en reste pas moins que l'affirmation selon laquelle "le standard de vie diminue" dans les pays de la C.E.E. est fausse.

.../...

Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler à cette occasion les hausses de prix survenues dans les pays de l'Est. En Union soviétique, les prix moyens de la viande ont été augmentés de 30 % le 1er juin 1962, et ceux du beurre de 25 %. Les consommateurs soviétiques ont dû ainsi supporter une charge supplémentaire d'un milliard de roubles par an. Des augmentations de prix analogues ont été appliquées en 1962 dans tous les Etats du Comecon.

"RUINE DE LA PAYSANNERIE DANS LA C.E.E."

"En Italie, plus de 500.000 paysans et journaliers ont été obligés d'abandonner le travail de la terre au cours des cinq dernières années. En république fédérale d'Allemagne, 100.000 personnes au moins désertent annuellement l'agriculture depuis quelques années. En 1956-1957, le nombre d'exploitations de moins de 10 ha en république fédérale d'Allemagne, diminuait tous les ans de 20.000; ce chiffre est passé à 64.000 en 1960-1961. En France, les milieux dirigeants ont envisagé la suppression, dans les prochaines années, de 800.000 exploitations agricoles".
(Extrait des thèses de la conférence de Moscou).

Le fait que la rationalisation croissante de l'agriculture dans les pays de la C.E.E. a obtenu des succès, est démontré par les chiffres : de 1953 à 1960, le nombre des personnes occupées dans l'agriculture a diminué de 4 millions, passant de 19 à 15 millions, alors qu'en même temps la production agricole augmentait de 10 %. C'est là un processus de rationalisation en cours dans tous les pays du monde, également dans les pays du bloc oriental, même s'il s'effectue ici sous des formes tout à fait différentes et beaucoup plus brutales. (Depuis le début de l'industrialisation de l'Europe occidentale, la proportion des personnes occupées dans l'agriculture par rapport à la population globale est tombée au cours des 100 dernières années de 65 à 20 %). Mais tandis que les pays de la C.E.E. et surtout les Etats-Unis s'emploient avec succès à augmenter la production par tête des personnes occupées dans l'agriculture, l'Union soviétique et les pays du Comecon, en appliquant les méthodes de collectivisation forcée, n'ont pu obtenir aucun succès dans ce domaine malgré tous leurs efforts. C'est pourquoi, aujourd'hui encore, un fermier américain peut nourrir 26 personnes, alors qu'un paysan russe ne peut en nourrir que 5.

.../...

Dans les autres pays du bloc oriental, le rapport est à peu près le même. Cet accroissement de la productivité dans l'agriculture a été obtenu dans les pays de la C.E.E. grâce à une concentration de la production sur les grandes et moyennes entreprises et à la rationalisation volontaire des fermes moyennes et petites. C'est là un processus parfaitement normal dont il faut se féliciter et que Khrouchtchev a souvent souhaité de tout son coeur pour l'Union soviétique. (En Union soviétique, 38 % des personnes occupées doivent travailler aujourd'hui encore dans l'agriculture pour assurer la nourriture de l'ensemble de la population). Qualifier ce processus de "ruine de la paysannerie" revient à voir l'agriculture de l'Europe occidentale en fonction de ses propres méthodes et ce parce que l'on est conscient de sa propre infériorité.

"LA POLITIQUE COMMERCIALE DE LA C.E.E. DESAVANTAGE LES PAYS TIERS"

Les gouvernements des pays du Comecon et notamment l'Union soviétique n'ont cessé de formuler ce reproche depuis l'entrée en vigueur du traité de Rome. En fait, les échanges de la C.E.E. avec les pays tiers sont passés de 28,7 milliards de dollars en 1958, à 37,1 milliards de dollars en 1961, soit une augmentation de 29 %. Nous reproduisons ci-dessous les chiffres concernant ces échanges :

Echanges de la C.E.E. avec les pays tiers
(en millions de dollars)

	Importations de la C.E.E.		Exportations de la C.E.E.	
	1958	1961	1958	1961
Ensemble des pays tiers	14.609	18.652	14.050	18.467
dont:				
A.E.L.E.	3.608	4.920	4.970	7.172
Pays associés	1.546	1.765	1.860	1.762
Amérique latine	1.568	1.808	1.492	1.733
Amérique du Nord	3.176	4.539	1.894	2.540
	1959	1961	1959	1961
Yougoslavie	127	160	197	327
Argentine	395	421	324	474
R.A.U.	67	83	138	160

.../...

Au premier trimestre 1962, les importations de la C.E.E. en provenance des pays tiers ont augmenté de 11 % (au 1er trimestre de l'année précédente, de 5 %); les exportations vers les Etats-Unis se sont accrues, par rapport à l'année précédente, de 24 %, vers l'Amérique latine de 6,8 % et vers les pays de l'A.E.L.E., à l'exclusion de la Grande-Bretagne, de 9,7 %. Au cours du même trimestre, les exportations de l'A.E.L.E. vers d'autres pays tiers accusent une tendance à la baisse.

"LA PREPONDERANCE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DANS LA C.E.E."

"Les monopoles de l'Allemagne occidentale et de la France occupent une position prépondérante au sein du "Marché commun"; les positions des monopoles ouest-allemands se consolident de plus en plus. La production industrielle de la république fédérale d'Allemagne représente, à l'heure actuelle, près de la moitié de celle de l'ensemble de la Communauté économique européenne. La supériorité économique de la république fédérale d'Allemagne sur la France a augmenté sensiblement par rapport à l'avant-guerre. Sur les dix plus grands trusts de l'Europe "intégrée", huit sont ouest-allemands. Les monopoles de la république fédérale d'Allemagne cherchent à établir leur domination économique en Europe occidentale, à obtenir par des moyens "pacifiques" un repartage des "sphères d'influence" que l'impérialisme allemand n'avait pu obtenir par la force ... D'un autre côté, les dirigeants français actuels revendiquent aussi la direction de l'Europe "intégrée". "

(Extrait des thèses de la conférence de Moscou).

"En Allemagne occidentale et en France les régimes parlementaires démocratiques sont pratiquement remplacés par un pouvoir autoritaire".

(Extrait de la discussion qui a eu lieu lors de la conférence de Moscou).

Il est évident que dans une union économique de plusieurs Etats, l'influence exercée par les plus forts sera à la longue plus considérable que l'influence des pays économiquement plus faibles. Il en sera ainsi, même si - comme c'est le cas actuellement dans la C.E.E. - le principe de l'unanimité doit protéger les petits de la majorité que représentent les grands. Personne ne nie non plus que la lutte concurrentielle continue dans le cadre de la C.E.E., même si elle revêt des formes différentes. Par conséquent lorsque les communistes vocifèrent contre "la lutte concurrentielle des monopoles qui continue", ils enfoncent des portes ouvertes. Il s'agit en fait de savoir si la lutte concurrentielle sans freins, qui mène à des catastrophes, doit être préférée à la concurrence canalisée par la C.E.E. Il a été démontré

.../...

jusqu'ici que les Etats de l'Europe occidentale adhérant à la C.E.E. produisent à des prix inférieurs à ceux pratiqués auparavant, qu'ils peuvent appliquer une politique sociale orientée vers le progrès et qu'ils ont pu éliminer la menace de conflits armés.

Par ailleurs, la toute puissante Union soviétique s'est attribué dans le cadre du Comecon, par rapport à ses "frères socialistes", des privilèges qui lui rapportent annuellement des sommes se chiffrant par milliards. Elle est le seul pays du Comecon qui puisse tout produire; pendant des années, elle a dicté dans le cadre du Comecon des prix qui lui ont rapporté un multiple de "l'aide fraternelle" qu'elle accordait aux pays du Comecon sous forme d'emprunts. Mais maintenant que ces prix ont été modifiés pour donner satisfaction à la protestation de la Pologne, Khrouchtchev a annoncé sans équivoque, lors du dernier congrès du parti S.E.D. que l'Union soviétique n'aiderait plus les pays du Comecon par des emprunts destinés à pallier leurs crises.

En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle "en Allemagne occidentale le régime parlementaire démocratique a été pratiquement remplacé par un pouvoir autoritaire", les faits réels étant généralement connus, une réfutation semble superflue.

"INSTRUMENT DE LA GUERRE ECONOMIQUE DE L'IMPERIALISME CONTRE LE SOCIALISME"

1' "intégration est en même temps une tentative de l'impérialisme de restreindre l'indépendance de certains Etats dans le commerce avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes, d'organiser une action concertée dans le commerce extérieur contre le camp socialiste, de lui porter préjudice par une politique commerciale de discrimination. C'est ainsi que les blocs commerciaux fermés deviennent l'instrument de la guerre économique de l'impérialisme contre le socialisme".

(Extrait des thèses de la conférence de Moscou).

Au dire des théoriciens de Moscou et de leurs fidèles disciples de Berlin-Est, la C.E.E. considère qu'il est de son devoir de restreindre les échanges des pays de la C.E.E. avec ceux du bloc oriental qui accusent des taux d'accroissement les plus élevés. Pour certains pays, comme par exemple la Pologne, ceci a déjà fait craindre que leur dépendance à l'égard de la C.E.E., du fait du pourcentage élevé de leurs échanges avec le Marché commun, n'atteigne des dimensions dangereuses pour le régime. L'accord commercial conclu récemment entre la République fédérale et la Pologne, entraîne un accroissement des échanges entre les deux pays qui se chiffre à 33,33 % et démontre que la C.E.E. encourage les échanges avec les Etats du Comecon

Les échanges entre les pays de la C.E.E. et ceux du Comecon se sont accrus de 67 % de 1958 à 1961, tandis que les échanges entre la C.E.E. et les Etats de l'A.E.L.E. n'ont augmenté que de 41 %. Pendant cette période, les échanges des Etats membres de la C.E.E. avec l'Union soviétique ont même augmenté de 84 % et sont passés à 915 millions de dollars. Les importations de la C.E.E. en provenance des pays du Comecon ont également augmenté de 59 % entre 1958 et 1961, tandis que, par exemple, les importations en provenance de tous les autres pays tiers n'ont accusé, pendant la même période, qu'un accroissement de 28 %.

De même, la conclusion d'accords commerciaux à long terme entre les pays du Comecon et les Etats de l'Europe occidentale n'est nullement entravée par la C.E.E. Trois de ces accords ont été conclus en 1958, et neuf en 1961; entre-temps, de nouveaux accords commerciaux ont été conclus entre l'Union soviétique et la France d'une part, et la République fédérale et la Pologne d'autre part. Cette évolution n'est d'ailleurs pas contestée, dans les thèses de Moscou, bien que l'on trouve dans la thèse 28 le reproche déjà mentionné suivant lequel la C.E.E. applique une "politique commerciale de discrimination". La thèse suivante affirme :

"Ce n'est pas par hasard que le volume des échanges des pays socialistes avec les pays capitalistes augmente. Le volume du commerce extérieur de l'U.R.S.S. a atteint, en 1961, le niveau prévu pour 1965. Si en 1950, l'Union soviétique commerçait avec 29 pays du monde capitaliste, en 1961, elle commerçait avec plus de 60".

Selon un mot de Lénine, ce fait est dû à la "force que représentent les relations générales de l'économie mondiale qui contraignent les pays capitalistes à nouer des rapports avec nous". Si l'on ne peut nier que la concurrence des industries occidentales joue souvent un grand rôle dans les vastes transactions commerciales effectuées avec les Etats du bloc oriental, il n'en reste pas moins que, contrairement à toutes les affirmations de Moscou, les échanges entre les pays de la C.E.E. et ceux du Comecon accusent, par rapport aux autres groupements de pays, le taux d'accroissement le plus élevé.

.../...

Le jeu mené par l'Union soviétique avec la clause dite de la "nation la plus favorisée" n'est pas honnête. Cette clause requiert le libre développement de relations commerciales entre les nations participantes. Mais, contrairement à l'Occident, les Etats du bloc oriental pratiquent le commerce d'Etat. C'est également l'Etat qui fixe le volume et la nature du commerce extérieur. Pratiquement, l'application de cette clause signifierait que les pays du Comecon pourraient acheter et vendre à l'Ouest ce qui leur semble opportun, tout en prescrivant aux pays de la C.E.E. ce qu'ils ont à acheter et ce qu'ils ont à vendre. Alors que l'Occident, en appliquant la clause de la nation la plus favorisée, donnerait aux Etats du bloc oriental libre accès à ses marchés, les marchés du bloc oriental resteraient fermés à l'Occident. Ce serait là un pervertissement de l'esprit de la clause de la nation la plus favorisée, qui implique des droits égaux pour tous les partenaires.

C.E.E. - BASE ECONOMIQUE DE L'O.T.A.N.

"Les chefs des puissances impérialistes veulent transformer l'"intégration" en une "Sainte Alliance" de la réaction en vue lutter contre le socialisme, le mouvement ouvrier, le mouvement de libération nationale et le mouvement démocratique général et de consolider la base économique du pacte agressif de l'Atlantique-Nord en Europe. L'"intégration" de l'Europe occidentale est un instrument de la politique impérialiste de la "guerre froide", de l'aggravation de la tension internationale". (Conférence de Moscou).

Pour motiver ce reproche, la presse orientale se réfère surtout à l'Euratom, dont l'organisation et les travaux pourraient permettre aux "militaristes de l'Allemagne occidentale" d'entrer en possession d'armes atomiques.

On ne peut nier en principe, que des relations économiques peuvent avoir également de l'importance sur les plans politique et militaire. Cela s'applique à l'Etat aussi bien qu'à l'Ouest, à la C.E.E. aussi bien qu'au Comecon. Dans la guerre moderne chaque tonne d'acier et chaque usine d'énergie atomique à des fins pacifiques, peuvent acquérir une importance militaire. Mais les communistes ne constatent cet enchaînement et cette logique des faits qu'en ce qui concerne l'Occident, et les nient en ce qui les concerne eux-mêmes.

La C.E.E. ne poursuit pas d'objectifs militaires. Selon le traité de Rome, le but de la Communauté est d'assurer par une action commune des peuples de l'Europe occidentale, dans les domaines économique et social, une coopération étroite entre les peuples européens et de promouvoir l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi. Ce Traité n'a qu'un seul article à caractère militaire, à savoir l'article 223, selon lequel aucun Etat membre n'est tenu de fournir des renseignements sur des questions d'ordre militaire et est en outre habilité à déroger aux directives communes concernant la production ou le commerce d'armes. La même disposition s'applique aux munitions et au matériel de guerre énumérés dans une liste établie à l'unanimité par le Conseil. Cela implique naturellement que les pays du Comecon ne peuvent acheter ces produits aux pays de la C.E.E. Cette disposition répond aux nécessités normales de sécurité des Etats membres. Moscou applique la même politique, mais beaucoup plus rigoureusement. Il est tout à fait impensable qu'un Etat membre de la C.E.E. obtienne jamais du matériel militaire moderne d'un Etat du Comecon.

LE COMECON - PENDANT A LA C.E.E.

"Nos pays constituent maintenant une force si puissante qu'aucun "Marché commun" ne présente pour nous un danger".

"La question se pose maintenant de la façon suivante : quel système a le plus de vitalité ou, autrement dit, quel système mettra dans le plus bref délai à la disposition des peuples le plus grand nombre de biens matériels et intellectuels ?"

"La Communauté socialiste oppose au front uni des forces impérialistes une union encore plus étroitement soudée, fondée sur une égalité authentique, sur la communauté des intérêts et sur des objectifs humanitaires élevés". (Khrouchtchev à propos de la C.E.E.).

"Le système socialiste universel ... dépassera dans un proche avenir le système capitaliste mondial en ce qui concerne le volume global de l'industrie et de l'agriculture".
(Extrait du programme du P.C.U.S.).

.../...

On aborde ainsi le thème de la concurrence entre les deux systèmes économiques du monde. Le tableau suivant donne des renseignements sur le stade actuel de cette concurrence.

	C.E.E.	Etats-Unis	Union soviétique
Habitants 1961	170.633.000	185.650.000	216.150.000
Céréales, moyenne 1957/60 (en milliers de tonnes)	51.512	173.750	121.238
Viande, moyenne 1957/61 (en milliers de tonnes)	7.873	16.377	7.997
Lait, produits laitiers 1957/61 (en milliers de tonnes)	60.723	56.732	58.388
Electricité 1961 (en millions de kilowatt)	23.790	73.211	27.250
Véhicules automobiles 1960 (en milliers de véhicules)	4.065,6	7.904,1	524
Construction de logements 1960 (en milliers)	1.289,6	1.282,8	2.978
Construction de logements (par mille habitants)	7,5	7,1	13,9
Commerce extérieur 1960 (en millions de dollars)	59.301	35.168	11.193
Production d'acier brut 1961 (en milliers de tonnes)	6.106	7.410	5.892
Production de fer brut 1961 (en milliers de tonnes)	4.551	4.936	4.240
Production de houille 1961 (en milliers de tonnes)	19.167	31.320	31.410
Production de ciment (en milliers de tonnes)	5.588	4.596	4.242

En ce qui concerne le bloc oriental, le tableau ne contient que les chiffres concernant l'Union soviétique; les chiffres concernant les autres pays du Comecon ne sont pas publiés. Mais même s'ils étaient disponibles, le tableau ne serait pas modifié en faveur du bloc oriental. C'est ainsi, par exemple, que la seule statistique où l'Union soviétique a dépassé les pays de la C.E.E., et même les Etats-Unis, - celle relative à la construction de logements - serait substantiellement réduite du fait que la construction de logements est beaucoup plus faible dans les autres pays du bloc oriental. Par ailleurs, on ne peut accepter les données statistiques relatives à l'Union soviétique qu'avec toutes les réserves qui s'imposent.

L'Union soviétique publie rarement des chiffres absolus sur le développement de son économie; il s'agit dans la plupart des cas de chiffres relatifs concernant l'accroissement de la production par rapport à une autre période quelconque. Si elle publie parfois des chiffres absolus, il s'agit alors toujours de domaines de production qui lui sont particulièrement favorables et qui accusent un rythme de développement élevé. Il convient de mentionner encore le fait suivant : les chiffres du plan soviétique sont modifiés durant l'exécution du plan s'il apparaît qu'on ne peut les atteindre. Les nouveaux chiffres plus faibles, tenus strictement secrets viennent se substituer aux chiffres anciens du plan qui étaient plus élevés, et c'est la réalisation de ces objectifs plus modestes qui est annoncée en fin d'année comme l'"accomplissement" ou même le "dépassement" du plan. Cette méthode a été adoptée par tous les pays du Comecon. C'est la raison majeure pour laquelle on ne peut utiliser les statistiques publiées par le bloc oriental qu'en usant de la plus grande prudence.

Cependant, les communistes déclarent : si nous ne sommes pas actuellement aussi forts que la C.E.E. ou les Etats-Unis, nous le deviendrons à l'avenir, du fait que notre rythme de développement est plus rapide que celui de l'Occident "secoué par des crises", et un jour - "dans un proche avenir" dit le programme du P.C.U.S. - nous rattraperons et dépasserons l'Occident.

Le tableau figurant à la page 7 donne des informations sur le rythme de développement de la C.E.E., des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Il en ressort que la colère de Khrouchtchev contre la C.E.E. est tout à fait justifiée, car la C.E.E. a soutenu le rythme du développement économique soviétique. Mais par ailleurs, on ne doit pas oublier, en comparant ces chiffres, que les taux d'accroissement du bloc oriental ne semblent si imposants que parce que le point de départ est beaucoup plus bas à l'Est qu'à l'Ouest. L'économie des pays du Comecon, notamment celle de l'Union soviétique, a subi des destructions beaucoup plus considérables du fait de la guerre et de plus son niveau était, même avant la guerre, beaucoup plus bas que celui de l'Ouest. Pour un homme qui a pu sauver un costume malgré la guerre, l'achat d'un deuxième costume après la guerre équivaut à un accroissement de 100 % de sa garde-robe, alors que pour celui qui avait encore 4 costumes, l'achat d'un nouveau costume n'équivaut qu'à un accroissement de 25 %. C'est également dans ces proportions que s'est effectuée, pendant les dix premières années de l'après-guerre, le développement économique dans les deux camps. Mais maintenant que cette période est terminée, les taux d'accroissement annuels

Allemagne a même abaissé méthodiquement le taux annuel d'accroissement de son industrie de 20 % en 1959 à 6 % en 1960 et à 5,7 % en 1961. Le commerce extérieur de l'Union soviétique a augmenté en 1959 de 12,4 % contre 6 % seulement en 1961.

Le produit national brut de la C.E.E. a augmenté, de 1958 à 1962 d'un quart environ, c'est-à-dire de 5,5 % par an. En 1962, la production industrielle était de 40 % plus élevée qu'en 1958; le taux moyen d'accroissement dépassait par conséquent 9 % par an. Ces taux correspondent aux taux annuels d'accroissement enregistrés pendant ces années par la production industrielle de l'Union soviétique, dont le niveau est plus bas.

En ce qui concerne l'agriculture, la situation des pays du bloc oriental est encore plus défavorable. Alors que les Etats-Unis et les Etats membres de la C.E.E. ont pu augmenter leur production agricole de 10 - 20 % et plus, par rapport aux années d'avant-guerre - le nombre des personnes occupées dans l'agriculture diminuant en même temps d'un quart à un tiers - l'agriculture des pays du Comecon, après avoir subi les plus lourdes pertes pendant la période de collectivisation forcée, pouvait tout juste atteindre péniblement le niveau d'avant-guerre, malgré l'affectation temporaire à l'agriculture d'armées entières d'ouvriers de l'industrie. Les crises d'approvisionnement que connaissent chaque année tous les pays du Comecon, parfois même malgré les bons résultats de la récolte, sont éloquentes à cet égard. D'après l'expérience acquise à ce jour, il apparaît certain que les méthodes de collectivisation forcée ne permettent guère plus que de couvrir les besoins supplémentaires en denrées alimentaires résultant de l'accroissement annuel de la population. Aussi longtemps que ce système ne sera pas modifié, on ne pourra guère songer à rattraper, et encore moins à dépasser l'Ouest dans ce domaine. Par conséquent, l'écart entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture dans les Etats du Comecon ne peut que s'agrandir et les plans ne feront que se solder chaque année par un échec.

.../...

UN PAS EN AVANT - DEUX PAS EN ARRIERE !

Moscou, impressionnée par ce développement, a modifié sa tactique à l'égard de la C.E.E. D'une part, le Comecon essaie d'établir des relations amicales avec la C.E.E. Dès octobre 1960, Mikoyan a mentionné la possibilité d'une coopération entre le Comecon et la C.E.E. Les thèses de Moscou de 1962 citent en l'approuvant, un mot de Khrouchtchev qui se demande "si une coopération économique et une compétition économique pacifique sont possibles, non seulement entre des Etats ayant des régimes sociaux différents, mais également entre des unions économiques dont font partie les uns et les autres". En d'autres termes, "l'épouvantail" C.E.E. a été reconnu entre-temps comme un adversaire entièrement valable. Que la C.E.E. "adonnée au brigandage" ait été choisie comme partenaire dans une compétition économique "pacifique" ne gêne guère Moscou.

D'autre part, les communistes essaient à nouveau de mettre sur pied l'un de leurs nombreux "fronts" contre la C.E.E. Un des idéologues les plus connus de la lutte contre la C.E.E., A. Arsumanyan, écrivait dans la Pravda du 23 mai 1962 :

"La classe ouvrière oppose à la conjuration internationale des impérialistes son unité internationale. Comme contrepoids au front unitaire de la réaction impérialiste se constitue le front international anti-monopolistique ayant à sa tête la classe ouvrière".

Une thèse analogue a été adoptée lors de la conférence de Moscou qui s'est tenu du mois d'août au mois de septembre 1962 :

"La classe ouvrière répond à l'offensive du grand capital par une nouvelle intensification du mouvement revendicatif. Elle revendique une réduction de la semaine de travail avec maintien des salaires, l'augmentation des salaires et des prestations sociales, l'abrogation des mesures de discrimination à l'égard des ouvriers immigrants, le placement des ouvriers licenciés avec compensation intégrale pour toute la durée du chômage forcé".

.../...

- 25 -

On ne peut affirmer que cet exposé soit faux. Le fait que cette lutte du travail soit menée par les "socialistes et revisionnistes de droite" qui, selon le programme du P.C.U.S., "veulent faire passer le capitalisme des monopoles d'Etat pour le socialisme", ne semble guère gêner les théoriciens de Moscou. De même, le fait que dans le camp de la C.E.E., les travailleurs obtiennent en général les améliorations qui font l'objet des revendications contenues dans ces thèses, alors que dans le camp du Comecon, au lieu des réductions de l'horaire du travail et des augmentations de salaires promises, on voit intervenir au contraire des prolongations de l'horaire de travail et des diminutions de salaires, auxquelles viennent s'ajouter encore des augmentations de prix, n'exerce aucune influence sur les conceptions des théoriciens de Moscou.

La C.E.E. a joué enfin dans la révision de la théorie communiste, un rôle qu'il ne faut pas sous-estimer. Jusqu'à une période récente, c'était un sacrilège pour un communiste que de se représenter "la transition vers le communisme" autrement que sous des formes révolutionnaires violentes. D'après le rapport publié dans la revue "Problèmes de la paix et du socialisme" le communiste belge P. Joye a exprimé à la conférence anti-C.E.E. de Moscou, "l'idée que l'on peut entrevoir dans les pays de l'Europe occidentale, qui ont de vieilles traditions démocratiques et une classe ouvrière bien organisée, la perspective d'une transition pacifique vers le socialisme avec la coopération de l'immense majorité de la population de ces pays, si ... les forces réactionnaires ne recourent pas au fascisme ... le passage au socialisme sera le résultat final de la lutte toujours plus intense menée par la classe ouvrière, qui est en mesure de jouer un rôle de plus en plus important dans les questions d'administration du pays. Les travailleurs qui ne cessent d'obtenir de nouveaux succès, formulent de nouvelles revendications et se heurtent dans leur action, à la résistance de la couche supérieure monopolistique de la population, aux limites posées par l'ordre capitaliste, du fait que dans le régime capitaliste les possibilités de développement de la production sont limitées et qu'il ne peut donner au peuple autant que le socialisme".

.../...

Si ce n'est pas encore un reniement du romantisme révolutionnaire bolcheviste, c'est néanmoins un pas vers une perspective plus pacifique. Le fait que cette revision de dogmes sacro-saints soit un résultat secondaire de la campagne menée par Moscou contre la C.E.E. constitue un succès dont l'importance ne doit pas être minimisée.

Ce processus de différenciation dans le camp communiste, qui a été provoqué par le développement de la C.E.E., a été malheureusement interrompu par les événements récents qui se sont produits à l'Ouest. Lorsqu'est parvenue à Berlin-Est, au cours du congrès du parti SED, la nouvelle de la conférence de presse dans laquelle le Général de Gaulle mettait son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., Khrouchtchev s'est écrié spontanément : "C'est un cadeau du ciel !" Les discours prononcés par des Soviétiques après le congrès du SED traduisaient eux aussi un sentiment de triomphe non déguisé devant l'échec des négociations de Bruxelles. Pour les staliniens dogmatiques, cette interruption des efforts faits en vue de l'entrée de la Grande-Bretagne et des pays de l'A.E.L.E. dans la C.E.E. est une confirmation de leur théorie sur les "contradictions" qui déchireraient le "camp des impérialistes". De Pékin à Berlin-Est, de Mao Tse-tung à Ulbricht en passant par Hodja, éclatait une joie unanime devant la prétendue justification du point de vue de Lénine disant que les fusions d'Etats capitalistes sont "impossibles ou réactionnaires" et ne peuvent être que de courte durée, qu'elles seront balayées par la prochaine crise provoquée inévitablement par la lutte à mort que se livrent les "monopoles". Ulbricht a comme toujours exprimé ces idées de la manière la plus primitive. Au cours de la "conférence des ouvriers" à Leipzig, il déclarait :

"Le fiasco de Bruxelles a fait apparaître en plein jour les contradictions inconciliables entre les partenaires capitalistes de ce qu'on appelle Communauté économique européenne".

Puis il a tracé de la Communauté la "caricature" qui résulte à son avis du dilemme de Bruxelles :

"Sa caractéristique principale est constituée par des contradictions inconciliables. La C.E.E. contre l'A.E.L.E., l'Allemagne occidentale contre la Grande-Bretagne, la France contre la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale contre le Danemark et les autres pays scandinaves, etc... etc... Les intérêts industriels, les intérêts agricoles, les intérêts commerciaux s'affrontent brutalement".

Ces déclarations montrent d'abord combien le développement récent de la C.E.E. était dangereux pour les théoriciens communistes. Il a prouvé par un exemple pratique que les théories communistes sur le "capitalisme pourrissant et expirant", sur la "paupérisation du prolétariat" étaient loin de la réalité. La confrontation de ces théories avec la réalité de la C.E.E. a déjà contraint à une revision de ces dogmes communistes, ce qui semblait impensable il y a encore quelques années. Cependant, cette revision est également liée au processus de réorientation des couches influencées par les communistes. L'une des conséquences les plus graves de la politique de de Gaulle est d'avoir arrêté ce processus.

D'autre part, le tableau qu'offre l'Occident du fait de ces débats, aux fidèles du stalinisme, peut mener à une erreur lourde de conséquences dans l'appréciation des rapports de forces. Au siècle de la bombe atomique, une telle erreur d'appréciation peut provoquer des catastrophes.

Ce sont les Chinois qui l'ont fait apparaître clairement. "Le Drapeau rouge" de Pékin, organe officiel du Parti, après avoir examiné le 16 mars 1963 la nouvelle situation, concluait que "les contradictions entre les Etats impérialistes sont inconciliables, aucune solidarité de classe n'est plus possible entre eux". Ces contradictions irréductibles devraient être mises à profit pour "porter dès à présent des coups nouveaux au capital monopolistique afin de créer des conditions d'un effondrement de sa domination !" Le coup porté par de Gaulle à la solidarité occidentale est donc considéré par Pékin comme un encouragement à une politique agressive.

Pour toutes ces raisons, il est d'une importance vitale pour l'affrontement des forces du monde libre avec le communisme, que les revers soient surmontés, que l'ancienne solidarité soit restaurée et que l'intégration européenne soit poursuivie à un rythme plus rapide.
